



CSASD Lozère  
Jeudi 26 janvier 2023

Monsieur le Directeur académique,

La préparation de rentrée dans les écoles lozériennes se fait sur la base de la suppression de 2 postes, une première depuis presque 10 ans.

L'écoute et les échanges sont indispensables pour construire tout projet dont les effets sont loin d'être neutres pour les territoires, leurs habitants et les personnels qui y travaillent. Les spécialistes de terrain que nous sommes avons une expertise à apporter à toutes les étapes du processus.

Ne connaissant pas vos choix ou vos priorités, et sans travail préalable de concertation, nous ne pouvons que lister les points, non hiérarchisés, sur lesquels l'Unsa-Education souhaite attirer votre attention :

- des ouvertures de postes classes sont nécessaires,
- le maintien du maillage territorial de l'Ecole publique est indispensable,
- la plus grande attention doit être apportée aux changements de structures qui impacterait le taux de décharge de direction. La surcharge de travail des directeurs-trices est une réalité indiscutable, perdre du temps de décharge est inenvisageable,
- la scolarisation des élèves allophones nécessite des moyens en postes à la hauteur des besoins, tout comme la prise en compte des élèves à besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en les réduisant à leur strict minimum, alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des écoles et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Il est temps de changer d'orientation pour répondre à la réalité des besoins des élèves.

À l'heure de la préparation de la conférence nationale sur le handicap, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint.

Je vous remercie pour votre attention.